

Séquence n° 4. : A la recherche d'un nouvel ordre mondial (depuis 1991)

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Au tout début des années 1990 s'achève une double séquence chronologique : les États-Unis se trouvent sans adversaire militaire ; le système d'économie communiste disparaît d'Europe, tandis que la Chine, qui a introduit l'économie de marché en 1978, l'officialise en 1993. Les successeurs de R. Reagan (*GEORGES BUSH (SENIOR)*, *WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON*) annoncent et cherchent alors à imposer un "nouvel **ORDRE MONDIAL**". La notion d'**ORDRE MONDIAL** signifie à la fois les tentatives de régulation dans un univers marqué par le désordre (mise en ordre) et d'autre part l'agencement et les grandes lignes de force d'un monde en gestation (organisation).

La chute de l'URSS et d'autres éléments positifs laissent penser que le monde de l'après guerre froide pourrait être plus pacifique, plus sûr.

- problématique :

La période qui s'ouvre en 1991 confirme-t-elle cet espoir d'un nouvel **ORDRE MONDIAL** ? La fin d'un monde bipolaire et le triomphe de l'**HYPERPUISSANCE** américaine marquent-ils le début d'un nouvel **ORDRE MONDIAL** ou bien d'un **DESORDRE INTERNATIONAL** ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord comment le monde est, depuis 1991, dominé par la puissance américaine. Puis nous étudierons quels sont les autres puissances. Enfin, nous nous montrerons que le monde actuel est aussi marqué par des tentatives pour redéfinir la coopération internationale, la sécurité collective et le **MULTILATERALISME**.

Leçon n° 1. Un monde dominé par la « pax americana »

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

On s'était posé la question de savoir si les Etats-Unis avaient gagné la guerre froide. Il est clair en tout cas qu'au début des années 1990, avec l'effondrement du communisme, ils se retrouvent dans une situation inédite dans leur histoire, seul Grand du monde.

- problématique :

Peut-on dire que le monde actuel est un monde **UNIPOLAIRE** dominé par l'**HYPERPUISSANCE** américaine ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord comment le leadership américain s'affirme entre 1991 et 2001, dominé par la puissance américaine. Puis nous étudierons quels sont les nouveaux acteurs, les nouveaux conflits et les nouveaux enjeux depuis 1991. Enfin, nous nous montrerons que depuis 2001 on peut parler d'un **UNILATERALISME** américain.

1.1. L'après-guerre froide : le leadership américain (1991-2001)

1.1.1. Un pacifisme et un **MULTILATERALISME** affichés par les Etats-Unis

En 1991, *GEORGES BUSH (SENIOR)* annonce l'instauration d'un nouvel **ORDRE MONDIAL** (« new world order »). Il désigne ainsi la mise en place un monde de paix et d'harmonie qu'il espère à l'issue de la guerre froide. Dans un discours à l'ONU, il propose d'appuyer ce « nouvel **ORDRE MONDIAL** » sur la démocratie libérale, la liberté organisée des échanges, la concertation des puissances, le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, le caractère inviolable des frontières. La politique internationale des Etats-Unis doit être basée sur deux grands principes :

- **interventionnisme** à chaque fois que les « intérêts vitaux » du pays sont en danger

- **MULTILATERALISME** c'est-à-dire à la fois respect des résolutions de l'ONU et recherche de larges coalitions et d'« accords de sécurité mutuelle ».

On peut alors parler de monde **UNIPOLAIRE**, dominé par une **HYPERPUISSANCE**, la première **puissance globale** de l'histoire. C'est la thèse de l'hégémonie américaine. Dans cette description, les Etats-Unis seraient les « gendarmes du monde ».

Dans les premières années qui suivent la fin de la guerre froide, on peut croire que les Etats-Unis vont mener à bien cette mission et promouvoir le respect des institutions internationales et du droit. L'Amérique a désormais les mains libres pour faire cesser le conflit israélo-palestinien. En octobre 1993, à Washington, le premier ministre israélien et son ministre des affaires étrangères serrent la main du chef palestinien sous les yeux de *WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON* et devant les caméras du monde entier.

1.1.2. Mais remis en cause dès 1993

A la même époque, les Etats-Unis interviennent aussi pour ramener la paix en Bosnie. Toutefois cette victoire de la diplomatie américaine est vécue comme un échec du « nouvel **ORDRE MONDIAL** ». Trois des piliers du système international souhaité par les Etats-Unis ont montré leur fragilité lors de la crise bosniaque : l'ONU a été incapable d'agir de façon efficace, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au lieu de se couler dans les frontières reconnues par les Nations Unies en 1992 a été violemment remis en cause par des peuples refusant de vivre dans l'Etat ainsi créé, le caractère inviolable des frontières n'a guère été respecté.

Toutefois c'est l'**intervention américaine en Somalie (1993)** qui porte le coup le plus rude aux ambitions de la « **Pax Americana** ». Justifiée par le combat contre la faim et l'anarchie qui règne dans ce pays, l'opération « rendre l'espoir » (Restore Hope) est décidée par le président *GEORGES BUSH (SENIOR)* puis confirmée par son successeur à la Maison blanche *WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON*. L'objectif est de démontrer que les Etats-Unis, accusés d'avoir uniquement défendus leurs intérêts pétroliers dans la **guerre du Golfe**, peuvent aussi mettre leur puissance technologique et leurs richesses au service des déshérités et des malheureux. Cette intervention tourne pourtant rapidement au fiasco. De nombreux soldats américains trouvent la mort dans des conditions effroyables. Les médias retransmettent des images insoutenables notamment celle du corps d'un pilote traîné dans les rues de Mogadiscio.

L'opinion publique américaine toujours traumatisée par les souvenirs de la guerre du Vietnam réagit de façon très négative et devant cette hostilité grandissante, *WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON* annonce la fin des opérations pour le 31 mars 1994. L'armée la plus puissante au monde est alors obligée de faire retraite. Ainsi dès

1993, il devient de plus en plus évident que les Etats-Unis cherchent à adopter un autre mode de gestion des grands problèmes internationaux, un mode de gestion unilatéral, en dehors du cadre réglementaire défini par la communauté internationale. Les Etats-Unis agissent avec bonne conscience dans la mesure où ils estiment que les valeurs qui sont les leurs sont les seules qui peuvent sauver l'humanité. Cet **interventionnisme** des USA de *WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON*, associant ouvertement idéaux et intérêts économiques, porte le nom d'« **enlargement** ».

1.2. Les autres grandes puissances (hors Union européenne) : Chine, Inde, Russie, Japon

1.2.1. La puissance chinoise

La Chine et l'Inde sont deux pays du Tiers Monde qui, dès avant la chute du mur, jouaient déjà un rôle non négligeable sur la scène internationale. Leurs atouts (superficie, dynamisme économique, poids démographique, richesses naturelles, puissance nucléaire...) en feront peut-être de futures **superpuissances**, capables de rivaliser avec les Etats-Unis.

De ces deux Etats, la Chine est la seule engagée dans un effort de modernisation de ses armées visant à répondre à une menace américaine. Pékin dispose aussi d'un plus grand nombre d'atouts. Membre permanent à l'ONU du Conseil de Sécurité, la Chine est la sixième économie du monde et est, avec la Russie et les Etats-Unis, un des trois seuls pays à être capable d'envoyer des hommes dans l'espace (spationaute aux USA, cosmonaute en Russie et taïkonaute en Chine). L'émergence de la puissance chinoise est donc une donnée géopolitique majeure. Déjà en 1989, après le massacre de la place Tien An Men qui avait fait 700 morts, les Etats-Unis avaient suspendu leurs relations avec la Chine mais pas les relations commerciales. Entre l'Amérique et la Chine flotte souvent comme un parfum de « guerre froide » et les moments de tension alternent avec les périodes de détente. De fait, les points de frictions sont nombreux : ils concernent l'application des grands principes démocratiques (droits de l'homme en Chine, respect du statut de Hong Kong, répression chinoise au Xinjiang et au Tibet), ils sont d'ordre géostratégique (prolifération d'armement nucléaire et de missiles, question de Taiwan, projet américain de « bouclier anti-missiles »), ils sont enfin d'ordre économique (droits de propriété intellectuelle, artistique et industrielle, industries de contrefaçons, percée commerciale de la Chine sur le marché américain). Ces intérêts conflictuels, une méfiance réciproque expliquent certaines crises aiguës (démonstrations militaires chinoises et américaines dans les parages de Taiwan en 1996, tempête diplomatique en 2001 après la collision aérienne dans le ciel de la Chine entre un appareil de l'US Navy en mission d'espionnage et un chasseur chinois). Cependant si la Chine a fait le choix d'une « diplomatie de grande puissance » qui prétend parler d'égal à égal avec la **superpuissance** américaine, l'orientation économique choisie est incompatible avec une crise permanente dans les relations sino-américaines. La poursuite de la croissance et de la modernisation du pays exige en effet une coopération importante avec des Etats-Unis qui ont accueilli 21,5% des exportations chinoises en 2002 contre 8% en 1990. Du côté de Washington, même si une grande partie des hommes politiques et de l'opinion reste hostile à une politique trop compréhensive envers une dictature communiste, la pression des lobbies souhaitant une pénétration industrielle et commerciale du gigantesque marché chinois, la nécessité d'obtenir la coopération de la Chine sur certains problèmes internationaux (terrorisme et **armes de destruction massive** par exemple) obligent les Etats-Unis à reléguer au second plan ses exigences (notamment sur les droits de l'homme) et à ménager les susceptibilités de Pékin. Ce rapprochement ne signifie pas non plus un appui total à la politique de *GEORGES WALKER BUSH*. La Chine se joint dès le début au camp qui s'oppose à une intervention militaire américaine en Irak ; en effet il n'est pas question d'accepter l'**UNILATERALISME** américain et la doctrine de la **guerre préventive**. Cependant Pékin conscient des rapports de force et des avantages d'une relative entente avec les Etats-Unis ne brandit pas la menace d'un veto au Conseil de Sécurité de l'ONU et interdit sur son territoire les manifestations antiaméricaines contre la guerre en Irak. Les JO de Pékin de l'été 2008 ont dans l'ensemble été un succès pour la Chine, qui a su imposer l'image d'un pays modernisé aux millions de spectateurs de l'événement (malgré des contestations concernant le Tibet).

1.2.2. La puissance indienne

L'Inde, l'autre géant asiatique reste une puissance militaire et économique relativement faible. En outre, la fin de la guerre froide a marginalisé le mouvement des non-alignés, ce qui a affaibli son influence sur la scène internationale. Pour s'adapter au "nouvel **ORDRE MONDIAL**" et en être un acteur majeur, l'Inde cherche d'abord à rattraper son retard économique et à s'intégrer à la mondialisation. C'est pourquoi elle a amélioré ses relations avec les Etats-Unis qui sont devenus avec le virage libéral de l'économie indienne (1991) le premier investisseur et le premier partenaire commercial du pays. Ce rapprochement économique a son pendant sur le plan politique et militaire : des manoeuvres navales conjointes ont eu lieu en 1992 et en 1995. Cependant l'Inde reste très jalouse de son indépendance et refuse toute signature du traité pour l'interdiction totale des essais nucléaires conclu en 1996. Sur le plan économique, elle n'hésite pas non plus à défier Washington (comme sur le problème des droits de propriété intellectuelle dans la fabrication des médicaments...). En fait, l'Inde multiplie les initiatives diplomatiques pour développer ses relations avec l'Union Européenne et surtout avec une Russie qui fournit encore 70 % des pièces

de rechange du matériel militaire indien. Moscou soutient aussi New Delhi sur le dossier du Cachemire et sur sa candidature à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

1.2.3. La puissance russe

La Russie garde en héritage les principaux attributs qui ont fait la puissance soviétique (richesses naturelles, forces militaires, puissance nucléaire, siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU...). Cependant la Russie est fragile, son Etat est en recomposition, il gère avec difficulté l'entrée dans l'ère du capitalisme et de l'économie de marché ainsi que l'apprentissage de la démocratie. La corruption et la mafia gangrèment le système productif et l'administration, la société est de plus en plus inégalitaire, les séparatismes régionaux s'accroissent conduisant à des guerres coûteuses (Tchéchénie en 1994-1996) et à des vagues d'attentats terroristes contre le pouvoir russe. Cantonnée dans un rôle régional, elle a même du mal à assumer sa doctrine de « l'étranger proche » formulée en 1993 (droit d'intervention dans l'espace correspondant à l'ancienne URSS). L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en mars 2000 (réélu en 2004 et devenu Premier ministre en 2008) amène une relative stabilisation, des réformes sont mises en oeuvre dont beaucoup d'experts soulignent l'efficacité relative, l'état de l'économie russe s'améliore. Toutefois cette stabilisation se fait au prix d'un autoritarisme grandissant et de la fin de toute liberté d'expression (contrôle des chaînes de télévision privées par l'Etat). La lutte contre les indépendantistes tchéchènes entraîne en 1999-2000 une seconde guerre particulièrement meurtrière et de très graves atteintes aux droits de l'homme. Depuis le conflit reste perlé avec occupation de l'armée russe et terrorisme tchéchène persistant. Une telle situation intérieure rend difficile toute politique extérieure indépendante et toute présence internationale digne de ce nom. La Russie est dans l'obligation de se rapprocher des Etats-Unis et de l'Europe afin d'obtenir un soutien financier indispensable aux réformes économiques et sociales et afin d'avoir les mains libres en Tchéchénie. Le Kremlin est donc contraint à des concessions : il doit accepter l'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'Est à partir de 1997, l'installation de bases militaires américaines dans cette région et dans l'ancienne Asie centrale soviétique.

A la suite du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine s'est même présenté comme un allié des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme international qu'il assimile à la question tchéchène. En mai 2002, un conseil OTAN / Russie a été créé. Ces avancées de l'impérialisme américain signent le recul de la puissance russe et sont vécus comme une humiliation par une partie de l'opinion et des responsables politiques nostalgiques de l'empire soviétique. Le ressentiment grandissant des citoyens et politiciens russes à l'égard des Etats-Unis, l'existence de relations étroites et anciennes avec le régime de *SADDAM HUSSEIN* (la Russie a signé pas moins de 900 contrats pétroliers avec l'Irak depuis 1996) expliquent en grande partie l'opposition de Vladimir Poutine à l'intervention américaine contre le dictateur irakien. Début 2003 le président russe annonce son intention d'user de son droit de veto pour faire échec à la résolution américano-britannique sur l'*intervention militaire en Irak*, il condamne l'attitude du gouvernement *BUSH* au nom du principe de l'inviolabilité des frontières, il accuse les dirigeants américains d'enfreindre le droit international et il affirme que cette guerre risque de déstabiliser la planète. Le refus russe qui surprend les Etats-Unis par sa fermeté leur fait comprendre combien ils ont eu tort de sous estimer l'importance de la Russie sur l'échiquier international. Aujourd'hui les deux pays conscients des avantages qu'ils pourraient retirer d'une meilleure entente, tentent de réparer leurs relations. Mais à nouveau en 2006, V. Poutine a parlé de « camarades loups » pour qualifier la relation entre les deux pays et n'a pas hésité à annoncer une forte augmentation du budget militaire pour rattraper l'**HYPERPUISSANCE** américaine. La menace brandie par son successeur Dimitri Medvedev (que certains ne voient que comme une marionnette de Poutine, qui ne pouvait constitutionnellement se présenter aux élections une 3^{ème} fois), de placer de nouvelles armes dans le territoire balte de Kaliningrad est aussi une source d'inquiétude (davantage que l'intervention russe en Géorgie, que tout le monde prévoyait étant donné les provocations maladroitement du gouvernement de Tbilissi).

1.2.4. La puissance nipponne

Le Japon, deuxième économie du monde n'est pas une **puissance globale** notamment parce qu'il confie le soin de sa sécurité aux Etats-Unis et parce que sa constitution de 1947 lui interdit quasiment toute initiative militaire. Aujourd'hui le Japon cherche à renforcer son rôle sur la scène internationale : il veut être membre permanent du conseil de sécurité, depuis 1992 il permet à son armée de participer à des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Toutefois la tutelle américaine reste très présente : c'est sous la pression des Etats-Unis, que la Chambre basse japonaise a autorisé l'envoi de troupes en Irak pour des missions non combattantes (2003).

1.3. L'**UNILATERALISME** américain depuis 2001

1.3.1. Le programme de politique étrangère de *GEORGES WALKER BUSH*

L'élection de *GEORGES WALKER BUSH* en janvier 2001 s'est faite sur un programme unilatéraliste : « America first ». Le rejet des Nations Unies a été un thème constant de la campagne électorale républicaine. Une fois installée au pouvoir, l'équipe néo-conservatrice de *GEORGES WALKER BUSH* ne considère pas que les engagements pris auparavant – notamment par l'équipe *CLINTON* – soient encore intéressants et valables. Pour eux, l'action des Etats-Unis doit s'exercer en fonction de leur seul intérêt national, stricto sensu. Washington doit chercher à utiliser au maximum ses avantages momentanés dans le cadre d'un **ORDRE MONDIAL** dont les Etats-Unis tiennent les rênes. De plus, l'administration *BUSH* instaure un nouveau concept : la **guerre préventive**. Il s'agit de légitimer la destruction d'une menace qui ne s'est pas encore matérialisée.

Ce programme unilatéraliste conduit d'abord les Etats-Unis à changer leur attitude envers les grands organismes internationaux. Le gouvernement *BUSH* ne considère plus l'ONU comme un instrument utile pour la préservation de la sécurité et des intérêts américains. Désormais, les Etats-Unis refusent non seulement de ratifier les grands accords internationaux signés par la précédente administration (celui de Kyoto en 1997, celui de la Haye en 2000...) mais aussi de se lier par un autre traité de ce type. Les Américains refusent de même toute espèce de coopération directe avec les Nations Unies.

La présidence de *GEORGES WALKER BUSH* est aussi un tournant dans les relations de Washington avec ses alliés les plus proches depuis 1945 : les Etats-Unis sont maintenant convaincus qu'il faut mettre en place une sorte de répartition des rôles et des tâches. Ils doivent contrôler entièrement toutes les actions qui concernent leur sécurité nationale. Les alliés ne peuvent servir qu'autant qu'ils sont, d'abord, inconditionnellement d'accord, ensuite, capables d'apporter une contribution significative, une contribution qui ne peut arriver qu'en deuxième ou troisième niveau. En fait, les alliés et l'OTAN ne pourront jouer un rôle que pour autant qu'ils seront disposés à suivre la stratégie américaine. L'élection du 1^{er} président noir des Etats-Unis, le démocrate Barack Obama, en novembre 2008, semble être la conséquence d'un

1.3.2. L'après 11 septembre

Cette volonté de l'administration *BUSH* de s'opposer à toute forme de coopération internationale n'a fait que s'amplifier depuis les **attentats terroristes du 11 septembre 2001**. Bien plus, le gouvernement américain a trouvé dans les attentats une justification supplémentaire de son **interventionnisme** et de son **UNILATERALISME**, partant notamment de l'idée développée dès 1848 (John Lee O'Sullivan suite à l'annexion du Texas) de « **destinée manifeste** » qui oblige les Etats-Unis envers les autres pays du monde. N'allons tout de même pas jusqu'à accréditer la thèse du complot qui circule sur Internet selon laquelle les Etats-Unis auraient eux-mêmes provoqué les attentats. Il s'agit d'une manipulation terrible, pseudo-scientifique, qui n'est défendue par aucune personne sérieuse mais uniquement par des individus aveuglés par un antiaméricanisme primaire (le Mal...). La gravité de telles accusations (et ce qu'elles impliquent concernant les familles américaines touchées par la perte d'un proche) suppose obligatoirement un esprit critique (qui réalise le documentaire ? dans quel but, hormis la théorie du complot de type « on nous cache tout » ?...).

Même si en **octobre 2001**, les Etats-Unis arrivent à créer une **coalition internationale pour renverser en Afghanistan le régime des talibans** qui abritait *OUSSAMA BEN LADEN*, l'**offensive américaine contre l'Irak en mars 2003** témoigne d'un mépris du droit international, sans tenir compte de l'avis d'alliés importants (France, Allemagne). Ce conflit est aussi un excellent exemple de l'application du concept de **guerre préventive**. Les Etats-Unis envahissent l'Irak pour détruire une menace : la possible utilisation d'**armes de destruction massive** par *SADDAM HUSSEIN*. Cette présence d'armes est fictive (elles ont été détruites au cours des années 1990), tout comme l'existence de liens entre *SADDAM HUSSEIN* et *OUSSAMA BEN LADEN*. Ce n'était là qu'une vaste entreprise d'intoxication par la propagande, un énorme mensonge.

Conclusion

- réponse à la problématique :

Les espoirs nés de la chute de l'URSS sont vite déçus. Les Etats-Unis s'imposent comme les gendarmes du monde, au détriment parfois du droit international.

- ouverture du sujet :

Ils ne sont cependant pas les seuls responsables de l'instabilité du monde actuel.

Leçon n° 2. Un monde marqué par de nouveaux acteurs, de nouveaux conflits et de nouveaux enjeux

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Plusieurs types de conflits se sont développés dans le monde depuis 1991 :

- des conflits classiques opposant deux Etats, deux armées régulières : c'est par exemple le cas en 1991 de la guerre entre l'Irak et le Koweït

- des conflits nouveaux opposant des Etats mandatés par l'ONU ou par l'OTAN (en général surtout les Etats-Unis) à un Etat ou un régime hostile ne respectant pas les principes de la Charte des Nations Unies (exemples de la *première guerre du Golfe en 1991* ou de l'*Afghanistan en 2002*)

- des conflits internes globalement de 5 types : soit issus de la fin de la guerre froide et de la résurgence des ultranationalismes (**purification ethnique** en ex-Yougoslavie), soit liés à des mouvements séparatistes (ETA, IRA, Kurdes...), soit liés aux troubles ethniques récurrents en Afrique (*génocide des Tutsi au Rwanda en 1994*), soit liés à la montée de l'**ISLAMISME** (guerre civile en Algérie), soit des guérillas d'inspiration marxiste en Amérique latine (FARC en Colombie)

- des conflits **asymétriques** opposant une puissante armée constituée à un groupe militaire qualifié généralement de « rebelle » : c'est le cas par exemple en Tchétchénie ou dans un autre genre le conflit entre Israël et la Palestine

- des conflits « **préventifs** » : il s'agit d'un type complètement nouveau initié par les Etats-Unis ; à partir du moment où un faisceau de présomptions existe contre un Etat, l'intervention militaire est possible et même souhaitable.

Selon les politologues, la plupart des violences actuelles auraient comme fondement essentiel une revendication identitaire.

- problématique :

Pourquoi les tensions dans le monde ne se sont-elles pas atténuées depuis la fin de la guerre froide ? Les guerres ont-elles changé de nature ? L'**ISLAMISME** est-il un facteur essentiel pour la compréhension du monde actuel ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord comment à partir de 1991 se développe le **néo-fondamentalisme** islamique et le terrorisme. Puis nous étudierons le cas de la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Ensuite nous nous intéresserons à l'« arc des crises », région très touchée par les conflits. Enfin, nous nous montrerons que l'Afrique est sous certains aspects depuis 1991 un continent en perdition

2.1. La montée du **néo-fondamentalisme** islamique et du terrorisme

2.1.1. L'échec de l'**ISLAMISME** politique

L'**ISLAMISME** peut se définir comme un projet qui vise à construire, à partir du pouvoir d'État, un système politique totalisant, gérant la société et l'économie en s'appuyant sur les fondements de l'islam et en refusant le pluralisme politique. Il s'accompagne d'une **re-islamisation** de la société : questionnement de la modernité au nom des valeurs spirituelles, quête individuelle du salut, création d'écoles et d'associations humanitaires (madradas pakistanaises), alignement de la législation sur la charia (loi coranique), diffusion du voile et port de la barbe...

A partir du début des années 1990, le projet islamiste décline même si la **re-islamisation** continue (des jeunes nés dans des familles issues de l'immigration sont sensibles à ce mouvement, relayé par la prédication internationale et Internet). En *1990-1991*, lors de la *première guerre du Golfe*, la monarchie d'Arabie Saoudite, en acceptant la présence de troupes occidentales sur son sol, perd une partie de sa légitimité. L'**ISLAMISME** commence partout à perdre le soutien des classes moyennes musulmanes effrayées par les excès et les attentats. Partout les modérés gagnent du terrain (élection du président modéré Khatami en Iran, arrivée d'un président en Indonésie qui se réclame de la laïcité...). Les nombreux mouvements islamistes représentatifs s'orientent de plus en plus vers une logique nationaliste et une insertion dans le jeu politique du pays (islamistes jordaniens ou tunisiens très étroitement contrôlés). En Algérie, le FIS (Front Islamique du Salut) est interdit et le GIA (Groupe Islamique Armé) qui faisait régner la terreur (la guerre civile qui a opposé les militaires aux islamistes a fait près de 150 000 morts et 30 000 disparus) et avait même exporté le terrorisme sur le sol français en 1995, est finalement démantelé tandis des islamistes modérés participent au gouvernement Bouteflika. La Turquie représente un cas à part car le parti islamique turc AKP (Parti de la justice et du développement) dirige le pays en envisageant une modification du code de la famille mais sans remettre en cause la laïcité et la démocratie de marché.

2.1.2. Le **néo-fondamentalisme** et ses différents courants

L'**ISLAMISME**, face à la perte de crédibilité des mouvements représentatifs, glisse ainsi vers les dynamiques néo-fondamentalistes. Le fondamentalisme désigne la volonté de préserver les traditions alors que le **néo-fondamentalisme** est un extrémisme religieux qui prône une application stricte des textes fondateurs par la communauté des musulmans (l'oummah). Ce **néo-fondamentalisme** s'accompagne souvent d'une mise en cause des références anciennes (cas des talibans ou de jeunes des pays occidentaux critiquant les conceptions religieuses de leurs parents). Dire que les discours néo-fondamentalistes n'expriment pas un projet politique ne doit faire oublier, ni qu'ils traduisent nombre de frustrations dues à des situations nationales (corruption, despotisme, injustice sociale), ni qu'ils s'inscrivent dans la dynamique anti-impérialiste, exprimée dans un langage religieux différent du tiers-mondisme des années 1950-1960.

Le **néo-fondamentalisme** regroupe des courants différents : mouvements prédicateurs prônant l'islamisation de la société en se désintéressant de l'action politique explicite, activistes radicaux sans projet de construction de société nouvelle. Laissés-pour-compte de l'échec de l'**ISLAMISME** politique, souvent partie prenante des djihad d'Afghanistan, de Tchétchénie, des Philippines, etc., les radicaux refusent toute logique nationale et se font les défenseurs d'une communauté musulmane déterritorialisée, sans attache nationale. En recherche de modèles, ils se reconnaissent volontiers dans la figure d'**OUSSAMA BEN LADEN** et dans le réseau **AL QAÏDA** (« la Base », créé en 1993 par un communiqué du « Front islamique pour le Djihad contre les juifs et les croisés ») ; symétriquement, les États-Unis, du fait de leur politique au Proche-Orient, des frustrations qu'ils ont pu engendrer et du symbole culturel qu'ils incarnent, sont devenus pour eux l'adversaire absolu.

Un nouvel **ISLAMISME** voit le jour sous la forme d'un réseau terroriste mondialisé. Le terrorisme à grande échelle se développe : les **attentats de New-York du 11 septembre 2001** font plus de 3000 victimes. Après avoir touché l'Afrique (Nairobi au Kenya en 1998, 250 morts ; Djerba en Tunisie en 2002 ; Casablanca en 2003) et l'Asie (Bali en Indonésie en 2002, 200 morts ; Riyad en 2003), le phénomène s'est répandu à l'Europe (Istanbul en 2003 ; Madrid en 2004, 200 morts ; Londres en 2005). Les actes terroristes les plus récents montrent toute la difficulté d'y faire face. Si le terrorisme ne peut-être combattu qu'avec des moyens policiers ou militaires, la communauté internationale doit aussi le comprendre pour s'attaquer aux racines de ce fléau. Mais **AL QAÏDA** n'est pas la seule expression de l'**ISLAMISME**.

2.1.3. L'**ISLAMISME** aujourd'hui : apogée ou déclin ?

Paradoxalement, alors qu'on observe un double phénomène d'expansion de l'islam et de **re-islamisation** des sociétés, on constate que le projet politique des islamistes est loin d'être réalisé. Certes, des États islamiques sont apparus. Des mouvements islamistes ont également été créés. Certains d'entre eux se sont radicalisés en développant l'action terroriste. Seulement le projet d'établir un État et une société sur les bases de principes fondamentalistes ne s'est réalisé que dans un nombre réduit d'États. L'un d'entre eux est, d'ailleurs, tombé récemment à la suite de la "croisade" contre le terrorisme international lancée par les États-Unis. Certains mouvements se sont normalisés et se sont intégrés dans les paysages politiques nationaux. D'autres se sont organisés en nébuleuse néo-fondamentaliste rejetant le monde occidental et laissant au second plan le principe politique de l'**ISLAMISME**. L'islam n'est pas uniforme. L'**ISLAMISME** ne l'est pas plus. Dès les années 1970-1980, on observe qu'il est divisé au moins entre deux pôles le pôle iranien et le pôle saoudien.

2.2. La prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques

2.2.1. La prolifération des armes nucléaires

Depuis la fin de la guerre froide, les deux grands cherchent à réduire leur arsenal nucléaire. Par exemple, en 2002, **GEORGES WALKER BUSH** et V. Poutine ont signé les accords de Moscou destinés à réduire leur armement de 2500 missiles pour les États-Unis et 1700 pour la Russie. De ce point de vue, on observe donc un processus de prolifération verticale. C'est à dire qu'il y a une réduction du nombre des armes nucléaires (et non du nombre de pays possesseurs).

Seulement, le risque de prolifération horizontale demeure. Le nombre d'États soupçonnés de posséder l'arme nucléaire ou des programmes avancés augmente. Aux 5 États qui possèdent officiellement l'arme nucléaire (États-Unis -5000, Russie-5000, France-400, Royaume-Uni-300, Chine-300), s'ajoutent désormais des États qui possèdent l'arme nucléaire sans le déclarer (Inde, Pakistan, Israël) et des États sur lesquelles pèsent de fortes présomptions de détention (Iran, Corée du Nord).

2.2.2. La prolifération des autres types d'armes

La dissémination des armes chimiques et biologiques pose aussi problème. C'est une technologie beaucoup moins sophistiquée que le nucléaire ; ce sont donc prioritairement les **armes de destruction massive** des pays pauvres (Iran, Libye, Irak).

Enfin, le marché des armes conventionnelles continue à bien se porter. La multiplication des conflits pousse de nombreux Etats à dépenser davantage pour s'équiper (Moyen-Orient, Afrique). Nombre de dictatures dans le monde ont partie liée avec l'armée qui les soutient et maintient l'ordre ; elle est donc l'objet de toutes les attentions et des faveurs des dictateurs. On assiste aussi à la vente à bas prix par la Russie des équipements militaires classiques qu'elle ne peut plus entretenir en direction des pays pauvres.

2.2.3. Le projet antimissile américain en Europe

Une des conséquences de cette montée des risques est la mise en place prévue en Pologne et République tchèque d'un dispositif antimissile américain, censée notamment pouvoir contrer une attaque lancée par un pays islamiste comme l'Iran. Mais la Russie se sent elle aussi menacée par ce dispositif et précise qu'elle est prête à installer de nouvelles armes dans son enclave de Kaliningrad, au bord de la Baltique.

2.3. L'« arc des crises »

L'expression « arc des crises » a été utilisée au départ par le conseiller spécial du président Carter, le Polonais Zbigniew Brzezinski. Elle désigne aujourd'hui la région s'étendant des Balkans au Pakistan et englobant le Proche et Moyen Orient.

2.3.1. Le drame yougoslave

La résurgence des revendications nationales avec la fin de la guerre froide a provoqué l'éclatement de certains Etats, comme le prouve la division de la République socialiste fédérative de Yougoslavie mise en place par Tito en 1946, en 5 Etats (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie-Monténégro, Macédoine). Etat multinational, la Yougoslavie était constituée de quatre grandes composantes : Slovènes et Croates qui sont des Slaves catholiques, Serbes, Monténégrins et Macédoniens qui sont des Slaves orthodoxes, Bosniaques qui sont des Slaves musulmans, Hongrois de Voïvodine et Albanais du Kosovo qui sont musulmans pour la plupart. En 1991, la Croatie proclame son indépendance suite au referendum de mai. En 1992, la Bosnie proclame son indépendance suite au referendum où les musulmans et les croates ont voté mais que les Serbes de Bosnie ont boycotté. La Serbie, dirigée par **SLOBODAN MILOSEVIC**, ancien communiste et ultranationaliste, entend construire une « Grande Serbie ». La **guerre en Bosnie** débute **en avril 1992** et dure trois ans ; les victimes sont surtout les Croates et les musulmans. On assiste à des violences et des scènes d'horreur : bombardements de populations civiles comme à Dubrovnik ou à Sarajevo, villes martyres, camps de concentration, «**purification ethnique**».

Le projet de **SLOBODAN MILOSEVIC** de créer une « Grande Serbie » débouche sur des guerres effroyables (plus de 250 000 morts et près de 3 millions de réfugiés). Une **purification ethnique** est menée, c'est-à-dire une pratique massive contre un groupe humain d'actes de barbarie (exécution sans jugement, esclavage, torture, viols, enlèvements...), considérée comme crime contre l'humanité. Au cours du premier conflit dans cette région (1991-1995), qui oppose notamment les Serbes aux Croates et aux musulmans de Bosnie, les pays de la Communauté européenne se montrent incapables de mettre en œuvre une solution (l'Allemagne étant plutôt pro-serbe contrairement à la France). La FORPRONU (FORce de PROtection des Nations Unies) est alors mise en place à partir de février 1992 pour tenter de créer les conditions de paix et de sécurité nécessaires à la négociation d'un règlement d'ensemble de la crise yougoslave. Mais les soldats onusiens n'ont ni les effectifs suffisants, ni la possibilité de faire feu pour pouvoir s'interposer entre les belligérants. C'est finalement les USA qui interviennent (OTAN) en 1994 et qui vont régler militairement et diplomatiquement le conflit : bombardement des positions serbes par l'aviation, accords de Dayton (aux USA) en décembre 1995 ; la Bosnie reste dans ses frontières de 1992 mais elle est composée de deux entités distinctes : l'une serbe (la République Serbe de Bosnie), l'autre croate et musulmane (la fédération Croato-musulmane de Bosnie).

En 1997-1999, une nouvelle guerre a lieu au Kosovo : répression de l'armée serbe contre la population albanomusulmane qui veut l'indépendance. L'UE a tenté de jouer un rôle moteur dans la gestion de la crise. Mais en **1999**, ce sont **les Etats Unis via l'OTAN** qui **ont repris au Kosovo le contrôle du processus diplomatique et militaire**. Le contrôle des opérations par le Commandement suprême allié en Europe, placé sous direction américaine et la confidentialité du choix des cibles lorsque le Pentagone mit en œuvre ses armes les plus stratégiques pour bombarder la Serbie (missiles de croisière Tomahawk, bombardiers furtifs) illustrent cette suprématie des Etats Unis dans l'OTAN. Les **bombardements sur Belgrade** pour contraindre l'armée serbe à se retirer du Kosovo posent aussi la question de la légalité de l'opération puisque l'OTAN n'est pas une alliance offensive. L'ONU a dû se contenter de fournir une force internationale de maintien de la paix (Minuk). Le Kosovo est placé sous administration de l'ONU. Aujourd'hui, les troupes de l'OTAN et de l'ONU (FORPRONU) sont toujours présentes sur place. **SLOBODAN MILOSEVIC** est battu aux présidentielles de 2000, arrêté en 2001, transféré au Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie pour y être jugé pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En 2008, la population du Kosovo décide par référendum de son indépendance, non reconnue toutefois par l'ONU.

2.3.2. Proche et Moyen-Orient, Caucase, Afghanistan

L'Afghanistan, le Proche-Orient (Egypte, Turquie, Israël, Syrie, Jordanie, Liban) et le Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Iran, Irak, Koweït, Yémen, Qatar, Oman, Bahreïn) représentent pour les Etats Unis des enjeux communs :

- d'abord économiques car ils abritent les grandes zones de production et routes d'acheminement des hydrocarbures, ressource vitale pour l'hégémonie américaine
- ensuite militaires car plusieurs Etats sont soupçonnés d'abriter des organisations terroristes anti-américaines et de posséder ou chercher à posséder des **armes de destruction massive** ; ils sont considérés comme « Etats voyous » (en anglais Rogue States) par les USA (Irak, Iran, Syrie surtout) et font partie de l'« axe du Mal » évoqué et répété par **GEORGES WALKER BUSH**. C'est en Afghanistan que le régime défunt des talibans a accueilli les « dirigeants » du réseau terroriste **AL QAÏDA**.
- enfin géopolitiques dans un sens plus large car ce sont les deux régions de plus forte instabilité au monde : l'Afghanistan n'est pas qu'un enjeu pour les Etats-Unis ; c'est une région clé pour la Russie, la Chine, le Pakistan et même l'Iran. Quant au Proche et Moyen-Orient, il est fortement marqué par la question israélo-palestinienne, ces deux pays accueillant d'ailleurs chacun des organisations recensées par les Etats-Unis comme terroristes.

Les accords d'Oslo au début de 1993 aboutissent à la définition d'un processus de paix entre Israéliens et Palestiniens dont les objectifs sont les suivants : reconnaissance mutuelle des deux parties, mise en place d'une entité palestinienne, règlement de la question des colonies juives et du statut de Jérusalem, retour des réfugiés palestiniens. Le 13 **septembre 1993 à Washington, YASSER ARAFAT signe avec YITZHAK RABIN une déclaration de principes qui consacre la reconnaissance mutuelle** entre les « frères ennemis » et ouvre la voie à une autonomie progressive des territoires palestiniens. **YASSER ARAFAT**, rentré à Gaza, installe l'Autorité palestinienne, dont il est élu président, au suffrage universel, en février 1996. Mais le processus de paix est menacé par les actes d'un certain nombre d'extrémistes juifs (en 1995, **YITZHAK RABIN** est assassiné par un extrémiste israélien) et arabes (attentats terroristes du Hamas). Un nouveau sommet se tient à Camp David en juillet 2000 mais il échoue sur la question du retour des réfugiés et de la création d'un Etat palestinien sur l'ensemble de la Cisjordanie et Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale. La poursuite de la colonisation juive débouche sur une deuxième Intifada (« guerre des pierres » menée par les adolescents palestiniens dans les territoires occupés) en septembre 2000. Les actes de représailles succèdent aux actes de terrorisme et la région se retrouve dans une situation de guerre civile. En avril 2002, Israël construit un mur le séparant des territoires autonomes et destiné en principe à défendre les Israéliens du terrorisme. Depuis la mort de **YASSER ARAFAT** en novembre 2004, un timide rapprochement semble se mettre en place mais le gouvernement **ARIEL SHARON** doit faire face aux actions violentes des colons car la seule condition à l'établissement d'une paix juste est la création d'un Etat indépendant palestinien sur tous les territoires occupés depuis plus de trente-cinq ans.

Enfin le Caucase, partagé entre trois grandes puissances (Russie, Turquie, Iran), est une région très divisée ethniquement. Cela s'est traduit par des indépendances non reconnues par l'ONU : séparatismes en Géorgie (Abkhazie, Ossétie), en Azerbaïdjan (Haut-Karabach), en Turquie (Kurdistan)... La Russie est intervenue à plusieurs reprises pour empêcher la Tchétchénie de faire sécession (1994-1996, 1999-2001) puis pour réaffirmer ses droits dans des territoires revendiqués par la Géorgie (2008).

2.4. L'Afrique, continent en perdition

2.4.1. Une situation économique et sanitaire catastrophique

L'Afrique connaît une situation dramatique. Le sous-développement y est endémique (plus forte concentration de PMA) et elle est réduite à une impuissance politique (incurie et corruption des gouvernements locaux, excès des dépenses militaires, dette paralysante) malgré les efforts de l'Union Africaine. La prolifération des maladies infectieuses notamment celle du sida est devenue un élément très préoccupant. L'épidémie menace l'espérance de vie de millions de personnes : 2 millions de morts et 4 millions de personnes sont infectées par le virus chaque année en Afrique. Cette expansion de la maladie a de graves conséquences économiques car elle touche d'abord les jeunes et les adultes (15-49 ans), c'est-à-dire les tranches d'âge les plus productives. Les économistes ont estimé que dans un pays où 8 % de la population est infectée, le PIB était aussitôt amputée de 0,4 %. En Tanzanie et en Zambie, certaines entreprises ont calculé que le sida leur coûtait la moitié de leurs bénéfices. Le sida devient un danger majeur non seulement pour la croissance économique mais aussi pour la cohésion sociale et l'équilibre démographique des pays les plus touchés.

Face à l'aggravation de la situation sanitaire, sociale et économique des pays les moins avancés, la communauté internationale reste divisée tandis que les aides publiques et privées sont en pleine régression.

2.4.1. Une situation économique et sanitaire catastrophique

Cette situation entraîne une instabilité politique permanente. Trois grandes régions sont particulièrement touchées :

- la région des Grands lacs (Rwanda, Burundi, Ouganda, Congo). Au **Rwanda**, après le **terrible génocide de 1994** (500 000 Tutsis massacrés) et les migrations qui ont suivi (2 millions de Hutus fuyant par peur des représailles), la population reste traumatisée et les prisons débordent de Hutus. Au Burundi, les deux ethnies précédentes se livrent aussi des combats, et le pays est dominé par la minorité tutsie. En 1997, le Zaïre, dirigé par le dictateur Mobutu depuis 1965, est envahi par une alliance entre plusieurs Etats (Ouganda, Rwanda, Angola, Zimbabwe, Namibie) qui, ensuite, se divisent pour s'emparer des richesses minières de l'est du pays (dont le nom change : RDC, République Démocratique du Congo).
- la Corne de l'Afrique (Ethiopie, Erythrée, Somalie et même Soudan) marquée par des famines et des guerres civiles. En Somalie, depuis 1988, une guerre civile oppose une trentaine de clans rivaux. Au Soudan, depuis 1955, les populations chrétiennes et animistes du sud s'opposent au gouvernement musulman, sur fond de course au pétrole
- l'Afrique de l'ouest (Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, Ghana, Guinée, Nigeria). Au Liberia, le nord du pays, riche en diamants, est le théâtre depuis 1989 de combats entre ethnies rivales. 1/3 des combattants ont moins de 17 ans. Au Sierra Leone, la guerre civile, commencée en 1991, est elle aussi liée aux richesses du sous-sol. Elle s'accompagne d'atrocités sur les civils. Au Nigeria, le nord du pays voit les minorités chrétiennes persécutées par les autorités musulmanes, le sud-ouest est le siège de tensions ethniques et le sud-est, riche en pétrole, connaît aussi des tensions. Depuis mai 2003 la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) intervient dans ce pays. La France a lancé l'opération Licorne en Côte d'Ivoire en 2003-2004 ; en novembre 2004, 9 militaires français y sont tués : on reproche à la France de soutenir les rebelles du Nord.

Conclusion

- réponse à la problématique :

Les tensions dans le monde ne se sont pas atténuées depuis la fin de la guerre froide car existait dès le milieu des années 1970 des acteurs qui échappaient à la logique Est/Ouest. Les guerres ont changé de nature car elles concernent de plus en plus des groupes infraétatiques (ethnies, minorités, régions...). Enfin, si l'**ISLAMISME** est un facteur essentiel pour la compréhension du monde actuel, il semble bien que le terrorisme soit une marque d'impuissance face aux changements qui ont lieu dans le monde musulman.

- ouverture du sujet :

Comment mettre en place un réel **ORDRE MONDIAL** dans ce contexte agité et instable ?

Leçon n° 3. Un monde qui doit redéfinir la coopération internationale, la sécurité collective et le multilatéralisme

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

La politique unilatérale des Etats-Unis pose plus que jamais la question de la place de l'ONU, de l'UE et de l'opinion publique internationale dans la résolution des grands conflits. Le désir grandit d'un **ORDRE MONDIAL** fondé sur une « **GOUVERNANCE MONDIALE** » avec une ONU qui serait effectivement gardienne de la sécurité collective. La notion de gouvernance fait son apparition à la fin des années 1980 dans le champ des relations internationales. Le terme de "good governance" est employé par les institutions financières internationales pour définir les critères d'une bonne administration publique visant à obtenir un développement économique, social et institutionnel soutenu. La gouvernance peut être définie comme "un ensemble de traditions et d'institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays". A l'échelle internationale, la gouvernance s'appuie sur la coopération internationale, la sécurité collective et le **MULTILATERALISME**. Le concept de « **GOUVERNANCE MONDIALE** » implique donc que les problèmes du monde doivent être réglés par une instance supérieure aux Etats.

- problématique :

Comment réorganiser et redéfinir les relations internationales au sein d'un monde devenu plus complexe ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord si on doit parler résurrection ou bien de marginalisation concernant l'ONU. Puis nous étudierons les organisations régionales en s'interrogeant sur leur éventuelle affirmation politique et militaire. Enfin, nous nous montrerons que les ONG, les individus, l'opinion publique internationale et les médias jouent un rôle croissant dans les relations internationales.

3.1. L'ONU, résurrection ou marginalisation ?

3.1.1. Des espoirs rapidement déçus

Le Conseil de sécurité, dont l'action avait été largement entravée par les vetos systématiques des Etats-Unis et de l'URSS pendant la guerre froide, peut fonctionner à nouveau à partir de la fin des années 1980. Dans le monde de l'après guerre froide, l'organisation des Nations Unies effectue plus d'interventions que pendant les quarante années qui ont précédé. Son bilan est de 36 opérations de maintien de la paix au cours de cette dernière décennie contre 14 entre 1945 et 1989. L'ONU intervient sur tous les continents : *ex-Yougoslavie et Somalie en 1992 et 1993, Rwanda et Haïti en 1994, République centrafricaine en 2000...*

Mais les Etats-Unis ont pris leurs distances vis à vis d'une institution qui s'est révélée peu servile. Déjà au *Kosovo, en 1999*, l'OTAN intervient sans mandat de l'ONU. Cette défiance des Etats-Unis vis à vis de l'ONU fut confirmée par le refus des Etats-Unis d'attendre la fin de la mission des inspecteurs de l'ONU en Irak sur l'élimination des **armes de destruction massive** et par l'entrée en guerre sans mandat du Conseil de Sécurité. Les Etats-Unis semblent bafouer le droit international en menant une guerre dite préventive et refusent à l'ONU un rôle dans le contrôle de l'après-guerre.

Depuis les *attentats du 11 septembre 2001*, l'ONU n'est intervenu qu'en Afghanistan (plus parce que les grands pays européens devaient respecter les clauses de défense mutuelle en cas d'attaque d'un des pays membres de l'OTAN). Aujourd'hui l'ONU est de nouveau une institution en crise et cette crise ne s'explique pas par la seule faute d'Etats-Unis n'hésitant pas à mener des guerres sans l'accord de la communauté internationale.

3.1.2. Des blocages nombreux

C'est une institution fragile car sa légitimité est discutable. Le Conseil de sécurité qui est l'organe essentiel de décision comporte 5 membres permanents qui disposent du droit de veto et 10 membres élus pour 2 ans et qui n'ont qu'un vote simple. Cet équilibre reflète une configuration de forces issues de la victoire de 1945, il ne prend pas en compte l'affirmation de nouveaux pôles de puissance et il ne respecte pas le principe de l'égalité de la charte des Nations Unies. Lors des discussions sur la réforme de ce Conseil (septembre 2005), des pays aussi "raisonnables" que la Suisse, le Chili ou la Nouvelle-Zélande se sont élevés contre cette anomalie du système international qui octroie un pouvoir spécial à cinq pays. De plus, il n'existe pas d'armée onusienne. En effet, la charte de San Francisco prenant acte de la souveraineté des Etats n'a pas prévu la création d'une armée permanente mais seulement la mise à disposition de contingents nationaux sous une direction internationale. De multiples tentatives ont été faites pour remédier à ce problème, en vain. Enfin, ses ressources financières sont précaires : l'ONU comme

toute organisation interétatique doit son financement aux Etats qui contribuent de manière proportionnelle à leur capacité. Plusieurs Etats se plaignent de payer trop comme les Etats-Unis et le Japon. Dans les années 1990, l'ONU est au bord de la faillite. D'un côté, on a une explosion des opérations de maintien de la paix, de l'autre un non-paiement ou un retard de paiement des 2/3 des Etats. Aujourd'hui la situation s'est normalisée mais cela montre bien la fragilité de cette institution et pose la question de sa dépendance.

Dans son action, l'ONU se heurte à la souveraineté des Etats. Le droit international actuel pose comme principe le respect de la souveraineté des Etats. La force légitime appartient à l'Etat. Toute opération de maintien de la paix se heurte donc à l'interdiction (inscrite dans la charte) d'**ingérence** dans les affaires d'un Etat ; or la plupart des conflits actuels sont des guerres civiles.

3.1.3. Des réformes en cours

En 1990, l'ONU reconnaît le « **droit d'ingérence** humanitaire » qui permet à la communauté internationale d'intervenir sans prendre en compte la souveraineté des Etats pour éviter les drames humanitaires en portant secours aux populations en détresse ou aux minorités opprimées et menacées. Ce droit, qui permet de définir des couloirs humanitaires, ne rend possible que des actions très limitées. Pour imposer des règles aux Etats, il faudrait dépasser la souveraineté nationale, qui est encore la base du droit international. Cela n'est possible que si l'on parvient à définir des valeurs universelles, communes à une humanité ainsi considérée comme supérieure aux Etats. Il faudrait donc changer la charte et l'ONU si on veut une « **GOUVERNANCE GLOBALE** ». Cependant toutes les réformes proposées restent très modestes.

Un autre progrès récent est la mise en place d'une justice internationale, capable de traquer les criminels contre l'humanité par-delà les frontières. Fondée en 1998, la Cour Pénale Internationale (CPI) a pour lourde mission de juger les auteurs de génocide, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Cette institution est née à la suite d'autres tribunaux pénaux internationaux (TPI) chargés de juger les responsables de « **purification ethnique** » en **Bosnie en 1992-1995** ou au **Rwanda en 1994**. En 2001, le dirigeant serbe **SLOBODAN MILOSEVIC**, arrêté, est traduit devant la Haute Cour (il meurt en 2006 avant la fin du procès). Mais ni les Etats-Unis, ni la Chine, ni les Etats du Proche Orient ne reconnaissent l'autorité de la CPI. **En 2001, KOFI ANNAN** (secrétaire général) **et l'ONU reçoivent le prix Nobel de la Paix (décembre)**.

La réforme du Conseil de Sécurité, discutée en septembre 2005, n'est pour l'instant pas une véritable réponse. Les membres de l'ONU ne sont pas d'accord sur les modalités de l'élargissement (entre 5 et 10 nouveaux membres dont plusieurs permanents, avec ou sans droit de veto...). Les candidats les plus importants sont l'Allemagne, le Japon, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Egypte.

3.2. Les organisations régionales : vers une affirmation politique et militaire ?

3.2.1. Le cas du MERCOSUR et de l'ASEAN

L'intégration régionale apparaît aujourd'hui comme une solution efficace pour assurer la paix au moins dans une partie du monde. La plupart des continents sont aujourd'hui structurés en alliances régionales interétatiques comme le MERCOSUR ou l'ASEAN. Ces associations ont pour le moment une dimension purement économique mais diminuent le risque de conflits interétatiques.

3.2.2. L'UE et les tentatives de politique commune

Seule l'UE apporte la preuve que l'intégration régionale peut-être une solution d'avenir pour instaurer une paix durable. L'UE possède la puissance économique, commerciale, monétaire, culturelle et démographique. Toutefois il manque à la construction européenne une véritable dimension militaire, politique et diplomatique. Pour mémoire, les forces des 25 pays de l'UE atteignent à peine 10% des forces de combat américaines et leurs dépenses militaires forment seulement 25% du budget de défense des Etats-Unis, avec un PNB pourtant globalement supérieur. L'UE, même si elle arrive à trouver un consensus sur certaines questions (agression serbe contre la Bosnie, agression russe contre la Tchétchénie) n'a aucun moyen d'intervenir militairement étant donné l'absence d'une armée européenne et d'un commandement général. La plupart des pays du Vieux continent ont choisi la tutelle diplomatique et militaire des Etats-Unis en confiant leur défense à l'OTAN, une organisation chargée de protéger le continent de la menace soviétique. La volonté de faire exister l'Europe sur la scène internationale ne s'impose que tardivement et progressivement. Ainsi en 1992 le traité de Maastricht donne naissance à une Union Européenne dotée d'une "politique étrangère et de sécurité commune" (PESC). En 1997, le traité d'Amsterdam crée un Haut Représentant pour la PESC. Le projet de constitution change peu les choses (la défense restant dans le noyau dur de la souveraineté des Etats) même s'il inclut la création d'un Ministère européen des Affaires Etrangères et prévoit la possibilité d'une coalition pouvant se limiter à plusieurs Etats (coopérations renforcées). Malgré cette dizaine d'années d'effort de coopération, le bilan de la politique étrangère européenne reste maigre. La politique menée en Macédoine par le Haut représentant pour la PESC a permis une certaine stabilisation du pays et l'UE a été capable

de mener des interventions, allant de l'opération de police (Bosnie, Macédoine) au rétablissement de l'État de droit (Géorgie) en passant par l'envoi d'observateurs militaires (Soudan). Au plan militaire, l'UE n'a pas toujours d'armée et s'appuie sur l'Alliance Atlantique et l'OTAN pour assurer sa défense même si l'embryon de l'Eurocorps rassemble des militaires allemands, français, espagnols et belges et compte quelques interventions à son actif (Macédoine, Kosovo) et si en 2003 la FRR (Force de réaction rapide) a été mise en place (sauf par le Danemark), ce qui est un signe encourageant.

3.2.3. L'UE et les limites d'une politique commune

Mais les crises successives en ex-Yougoslavie (comme au *Kosovo en 1999*) ont été le signe le plus probant de l'impuissance de l'UE. Elle a été incapable d'assurer la paix et la stabilité à ses portes. Une des questions principales au sujet de la politique étrangère commune européenne est celle du rôle et de la position des États Unis en Europe. L'OTAN a perdu sa principale raison d'être avec la fin du Pacte de Varsovie ; son existence freine l'émergence d'une défense européenne commune tandis le problème des relations avec l'**HYPERPUISSANCE** américaine devient l'enjeu majeur dans l'affirmation d'une Europe autonome et influente sur la scène internationale comme l'a montré l'affaire irakienne. Les élargissements successifs n'y changent rien voire posent de façon encore plus aiguë le problème car même le consensus diplomatique est de plus en plus difficile à trouver. Il est difficile de trouver un terrain d'entente entre les pays qui ont une tradition d'intervention dans les affaires du monde et les petits pays avant tout préoccupés par leur devenir intérieur et leur cadre de vie. Il semble aussi qu'en 2008, l'UE n'ait pas eu un rôle important dans le règlement de la crise géorgienne entre Tbilissi et Moscou.

3.3. Rôle des ONG, des individus, de l'opinion publique internationale et des médias

3.3.1. Le rôle des ONG

L'organisation non gouvernementale (ONG) est une association privée à but non lucratif. Elle intervient dans le domaine social, politique, juridique, sportif ou humanitaire : Médecins sans frontières, Amnesty international, Greenpeace, Reporters Sans Frontières... Leur action a été primordiale pour mettre en place certaines grandes règles internationales. Ainsi, 150 ONG par leur action conjointe ont contraint 137 pays à signer une convention interdisant la production et l'usage de « mines antipersonnel » (1997). Ce sont aussi certaines ONG qui avec l'aide de l'ONU ont été à l'origine de la mise en place de la CPI.

Toutefois il ne faut pas exagérer l'affaiblissement de l'Etat face aux ONG. Théoriquement autonomes, les ONG humanitaires sont tributaires de financements publics (60 % en moyenne). Cette dépendance peut conduire à leur instrumentalisation par certains Etats. On peut parfois se demander si l'Etat ne s'efface pas volontairement pour agir plus discrètement par d'autres moyens.

3.3.2. Le rôle des individus

On assiste à l'apparition d'un nouveau type d'intervenant dans le nouvel **ORDRE MONDIAL** : l'individu, un individu lui-même organisé en réseaux (experts internationaux souvent appelés à la rescousse par les politiques, figures médiatiques influentes, opinion publique internationale avec les manifestations au même moment dans plusieurs pays contre la guerre en Irak...). Les individus (hormis « les grands hommes » politiques) ne sont pas habituellement considérés comme des acteurs primordiaux dans les relations internationales. Cependant aujourd'hui, ils exercent une influence de plus en plus importante sur les décisions prises par les Etats.

Des figures morales (Rigoberta Menchu, Nelson Mandela) des stars de cinéma ou de la chanson en raison de leur charisme personnel parviennent à sensibiliser l'opinion publique internationale à un certain nombre de problèmes (droits de l'homme, conflits, apartheid en Afrique du sud). Par ailleurs, le charisme personnel d'un leader accroît fortement l'influence mondiale d'une organisation étatique ou non étatique. Le pape Jean Paul II, personnalité plus médiatique que ses prédécesseurs, a nettement accru l'influence de l'Eglise catholique.

3.3.3. Le rôle de l'opinion publique internationale et des médias

On assiste aujourd'hui à la naissance d'une opinion publique mondiale consciente des enjeux économiques et politiques de la mondialisation. Par exemple, de nombreux sommets des grands pays industrialisés ont été l'occasion pour les tenants de l'**altermondialisme** de se rassembler et de manifester parfois violemment devant les télévisions du monde entier. Ils cherchent à mobiliser l'opinion publique à l'échelle de la planète et à se structurer afin de proposer des solutions concrètes aux multiples problèmes posés par les excès de la globalisation.

Les Etats-Unis ne sont pas épargnés par cette opinion publique mondiale. Dès le milieu des années 1990, l'hégémonie américaine suscite rapidement des réserves, qui mettent en cause une *realpolitik* de fait, la prétention instinctive des États-Unis à se situer du côté du bien, leur lecture idéologique des réalités mondiales, les motifs inavoués de leur alternance d'interventions ou de réserve, ou encore la direction qu'ils impriment aux institutions économiques internationales. Les États-Unis ont tendance à s'exonérer des règles collectives en terme de désarmement, de justice internationale, d'environnement qu'acceptent la plupart des autres nations. En Europe

occidentale, il existe désormais une critique très virulente de la domination américaine notamment dans les milieux intellectuels, où certains n'hésitent pas à dire que les Etats-Unis sont le premier « Etat voyou ». Cet antiaméricanisme croissant explique le succès auprès du public européen des livres (*Mike contre attaque ! Bienvenue aux Etats Stupides d'Amérique*, 2001) ou des films (*Bowling for Columbine* en 2003, *Fahrenheit 9/11*) de **MICHAËL MOORE** qui sont une dénonciation des maux cachés du modèle américain mais aussi de l'arrogance et de l'irresponsabilité de la politique étrangère de **GEORGES WALKER BUSH**.

Le rôle des médias est ici fondamental. A l'échelle internationale, le terrorisme se conçoit comme une stratégie de pression sur les gouvernements ou les organismes internationaux. L'attentat terroriste est devenu une technique particulière de communication qui sert par la violence à s'imposer dans le système médiatique, à instrumentaliser presse, radio, télévision... C'est pourquoi le choix des actions à mener semble se faire désormais en fonction de leur impact médiatique supposé (*attentats du 11 septembre*).

Conclusion du chapitre

- réponse à la problématique :

Dans les faits, le passage entre le XXe et le XXIe siècle apparaît marqué par la complexité (qui transparaît nettement dans la situation du Proche-Orient) davantage que par un ordonnancement manifeste. On peut donc parler d'un **DESORDRE MONDIAL**.

La fin d'un mode bipolaire correspond à l'affirmation d'une **superpuissance**, certes, mais son hégémonie n'est pas totale et les Etats-Unis ne sont pas capables à eux seuls de maîtriser les tensions qui sont nées ou sont réapparues depuis la fin de la guerre froide. D'autres puissances tentent dans leur intérêt de promouvoir le **MULTILATERALISME**. On observe également que les guerres n'ont pas pour autant disparu ni la menace nucléaire. Les organisations internationales de maintien de la paix ont donc un rôle à jouer.

Fiche bilan - Séquence n° 4 : **A la recherche d'un nouvel ordre mondial (depuis 1991)**

Notions de base :

ORDRE MONDIAL / DESORDRE INTERNATIONAL
MONDE UNIPOLAIRE
HYPERPUISSANCE
UNILATERALISME / MULTILATERALISME
ISLAMISME POLITIQUE
GOVERNANCE MONDIALE OU GLOBALE

Notions secondaires :

Néo-fondamentalisme
Re-islamisation (réislamisation)
Interventionnisme et enlargement
Purification ethnique
Droit d'ingérence
Armes de destruction massive
Guerre préventive (préemptive)
Conflit asymétrique
Pax Americana
Puissance globale
Superpuissance
Destinée manifeste
Altermondialisme

Vocabulaire spécifique :

Chiites/Sunnites
 Tsahal
 Intifada / Fedayin
 Territoires occupés / Colonies juives
 Hyperterrorisme
 Al Qaïda
 Talibans
 Prolifération nucléaire / Déprolifération
 Conseil de Sécurité de l'ONU
 Casque bleu
 Hégémonie américaine / Leadership
 Etats voyous ou Rogue States / « axe du Mal »
 « Arc des crises »
 Corne de l'Afrique
 Eurocorps

Repères chronologiques :

Colorier en rouge ce qui concerne l'UNILATERALISME et en bleu ce qui concerne le MULTILATERALISME

I. La guerre froide dans le monde

1991 : Première guerre du Golfe, début de la guerre en Yougoslavie

1992 : Début de la guerre civile en Algérie, **guerre en Bosnie (avril)**, intervention de l'ONU en Bosnie, Election de **WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON**

1993 : Intervention de l'ONU en Somalie (échec), La Chine officialise l'économie de marché, Accords START II, Accords israélo-palestiniens d'Oslo

1994 : Génocide au Rwanda, Début de la guerre en Tchétchénie
 1995 : Assassinat d'**YITZHAK RABIN** (novembre) ; Accords de paix sur la Bosnie à Dayton (décembre)

1996 : B. Eltsine, président élu de la Russie ; Les Talibans prennent Kaboul

1997 : Guerre civile au Zaïre (chute de Mobutu), 1^{er} traité entre l'OTAN et la Russie

1998 : Création de la Cour Pénale Internationale

1999 : Intervention de l'OTAN au Kosovo, Elargissement de l'OTAN à trois anciens Etats communistes, MSF reçoit le prix Nobel de la Paix

2000 : Seconde Intifada, Election tourmentée de **GEORGES WALKER BUSH**, Election de V. Poutine à la présidence de la Russie

2001 : Attentats de New York et de Washington (11 septembre), Intervention américaine en Afghanistan (octobre, décembre), KOFI ANNAN et l'ONU reçoivent le prix Nobel de la Paix (décembre)

2002 : Création de la Cour pénale internationale permanente, Forum altermondialiste de Porto Alegre, Accords de Moscou de désarmement nucléaire (SORT)

2003 : Intervention américano-britannique en Irak (mars), 1^{er} taïkonaute chinois ; « Feuille de route » pour reprendre les négociations entre Israéliens et Palestiniens

2004 : Attentats de Madrid (mars), Large réélection de **GEORGES WALKER BUSH** et de V. Poutine

2005 : Attentats de Londres

2008 : Election de D. Medvedev en Russie, V. Poutine devient Premier ministre ; mise en place prévue en Pologne et République tchèque d'un dispositif antimissile américain ; intervention russe en Géorgie ; élection du 1^{er} président noir des Etats-Unis, le démocrate Barack Obama

Sigles :

ONU / FORPRONU
 START
 OLP
 FIS
 GIA
 CEI
 CPI / TPI
 PESC
 FRR
 ONG / MSF

Lieux clés :

Jérusalem / Ramallah
Srebrenica au Kosovo
Alger en Algérie
Grozny en Tchétchénie
Kaboul en Afghanistan
New York (Ground Zero, emplacement des Twin Towers détruites)
Bagdad en Irak
Chemins de l'exode des réfugiés rwandais

Personnages clés :

AL QAÏDA
KOFI ANNAN
YASSER ARAFAT
OUSSAMA BEN LADEN
GEORGES BUSH (SENIOR)
GEORGES WALKER BUSH
WILLIAM JEFFERSON (BILL) CLINTON
SADDAM HUSSEIN
SLOBODAN MILOSEVIC
MICHAËL MOORE
YITZHAK RABIN
ARIEL SHARON

Productions graphiques (schémas, organigrammes...)



Problématiques :

La fin d'un monde bipolaire marque-t-elle le début d'une ère sans affrontements ?

Peut-on parler de nouvel **ORDRE MONDIAL** ou de **DESORDRE INTERNATIONAL** ?

Pourquoi les années 1990 ressemblent-elles à la décennie des illusions ?

Pourquoi les tensions dans le monde ne se sont-elles pas atténuées depuis la fin de la guerre froide ?

Les guerres ont-elles changé de nature depuis la fin de la guerre froide ?

La chute du mur de Berlin a-t-elle provoqué la fin de toutes les dictatures et la victoire de la démocratie ?

Comment s'organise le monde depuis 1991 ?

Le monde depuis 1991 : hégémonie des Etats-Unis ou montée de nouveaux centres de puissance ?

Peut-on dire que le monde actuel est un monde **UNIPOLAIRE** dominé par l'**HYPERPUISSANCE** américaine ?

Quels pôles semblent aujourd'hui s'affirmer ?

Comment réorganiser et redéfinir les relations internationales au sein d'un monde devenu plus complexe ?

L'ONU, résurrection ou marginalisation ?

L'**ISLAMISME** est-il un facteur essentiel pour la compréhension du monde actuel ?

L'**ISLAMISME**, apogée ou déclin ?

Le 11 septembre 2001 a-t-il changé le monde ?